

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE :

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Lors d'une séance tenue le 18 janvier 2022, le conseil municipal a adopté les règlements suivants :
  - Règlement PC-2936 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 3 135 000 \$ pour divers travaux devant être exécutés sur les bâtiments municipaux ;
  - Règlement PC-2937 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 1 715 000 \$ pour des travaux dans les parcs, espaces verts, berges, pistes cyclables et plateaux sportifs ;
  - Règlement PC-2938 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 1 750 000 \$ pour les travaux de conversion au DEL de l'éclairage routier ;
  - Règlement PC-2941 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 1 750 000 \$ pour les travaux d'aménagement d'un stationnement longeant le bâtiment des travaux publics ;
  - Règlement PC-2943 décrétant un emprunt à long terme et une dépense en immobilisations de 1 800 000 \$ pour le remplacement de la flotte de véhicules et équipements.
2. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité peuvent demander que chacun des règlements mentionnés au paragraphe 1 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en fournissant une copie d'une pièce d'identité (carte d'assurance-maladie, permis de conduire, passeport canadien, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes), ainsi qu'en soumettant leur nom, adresse et qualité (propriétaire, occupant ou locataire) et dument signé avec une mention du règlement visé. Dans le cas où le nom de la personne ne figure pas déjà sur la liste des personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité, la demande doit également être accompagnée d'un document attestant de son droit d'y être inscrite.
3. Les procédures d'enregistrement des personnes habiles à voter sont d'une durée de 15 jours à compter de la publication du présent avis et la transmission de demandes écrites à la municipalité tient lieu de registre.
4. Les demandes doivent être transmises au service des affaires juridiques et du greffe (451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire, Québec H9R 3J3) ou à l'adresse courriel [greffe@pointe-claire.ca](mailto:greffe@pointe-claire.ca), au plus tard le 11 février 2022, à 16h30. Toutes les demandes doivent contenir une copie d'une pièce d'identité ainsi que tous les éléments mentionnés au paragraphe 2.
5. Le nombre de demandes requis pour que chacun des règlements mentionnés au paragraphe 1 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de 2522 par règlement. Si ce nombre n'est pas atteint, chacun de ces règlements sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter. Les résultats des procédures d'enregistrement seront annoncés sur le site internet de la Ville de Pointe-Claire à [www.pointe-claire.ca/fr/avis-publics](http://www.pointe-claire.ca/fr/avis-publics) à compter du 14 février 2022 à 9h00 et seront également disponibles au service des affaires juridiques et du greffe (451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire).
6. Les règlements peuvent être consultés en soumettant une demande par courriel à [greffe@pointe-claire.ca](mailto:greffe@pointe-claire.ca) ou en personne, sur rendez-vous, au service des affaires juridiques et du greffe à l'hôtel de ville de Pointe-Claire (451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire), pendant les heures d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8h30 à midi et de 13h00 à 16h30, à l'exception des jours fériés.

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABLE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA MUNICIPALITÉ :

7. Toute personne qui, le 18 janvier 2022, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et remplit les conditions suivantes :
  - Être une personne physique domiciliée dans la municipalité, être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
8. Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique non-domicilié d'un établissement d'entreprise qui, le 18 janvier 2022, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité depuis au moins 12 mois;
  - Dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
9. Tout copropriétaire indivis ou cooccupant non domicilié d'un établissement d'entreprise qui, le 18 janvier 2022, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
- Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la Ville depuis au moins 12 mois ;
  - Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.
10. Condition supplémentaire pour une personne morale :
- Avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 18 janvier 2022 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

Donné à Pointe-Claire, le 26<sup>e</sup> jour de janvier 2022.

Danielle Gutierrez, OMA  
Assistante greffière

PUBLIC NOTICE

TO THE QUALIFIED VOTERS ENTITLED TO HAVE THEIR NAMES ENTERED ON THE REFERENDUM LIST OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE:

PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. At a meeting held on January 18, 2022, the Municipal Council adopted the following by-laws:
  - By-law PC-2936 decreeing the execution of various works to the municipal buildings as well as a long-term borrowing in the amount of \$3,135,000.
  - By-law PC-2937 decreeing the execution of infrastructure works regarding parks, green spaces, waterfront, cycle paths and outdoor sports utilities, as well as a long-term borrowing in the amount of \$ 1,715,000.
  - By-law PC-2938 decreeing the execution of the conversion to LED street lighting as well as a long-term borrowing in the amount of \$ 1,750,000.
  - By-law PC-2941 decreeing the construction of a parking lot along the Public Works building as well as a long-term borrowing in the amount of \$ 1,750,000.
  - By-law PC-2943 decreeing the replacement of the fleet of vehicles and equipment as well as a long-term borrowing in the amount of \$ 1,800,000.
2. The qualified voters having the right to be entered on the referendum list of the municipality may request that each of the by-laws mentioned in paragraph 1 be submitted to a referendum, after having submitted a copy of an identification card (health-insurance card, driver's licence, Canadian passport, certificate of Indian Status or Canadian Armed Forces identification card), by providing their name, address, capacity (owner, occupant or tenant) and signature with a mention of the concerned by-law. In the event that the person's name does not already appear on the list of qualified voters entitled to be entered on the municipality's referendum list, the request must also be accompanied by a document attesting to their right.
3. The procedures for registering qualified voters are of a duration of 15 days from the publication of the present notice and the sending of written applications to the municipality replaces a register.
4. Requests must be submitted to the Legal Affairs and City Clerk Department (451, Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire, Quebec H9R 3J3) or at the following e-mail address: [greffe@pointe-claire.ca](mailto:greffe@pointe-claire.ca), no later than February 11, 2022 at 4:30 p.m. All requests must contain a copy of an identification card, as well as all the elements mentioned in paragraph 2.
5. The number of requests that are required in order that a referendum be held for each of the by-laws mentioned in paragraph 1 is 2522 per by-law. Failing such number, each of these by-laws will be deemed to have been approved by the qualified voters. The results of these registration procedures will be announced on the City's website at [www.pointe-claire.ca/en/public-notices](http://www.pointe-claire.ca/en/public-notices) as of February 14, 2022 at 9:00 a.m. and will equally be available at the City Clerk and Legal Affairs Department (451 Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire).
6. The by-laws may be consulted by submitting a request by e-mail to [greffe@pointe-claire.ca](mailto:greffe@pointe-claire.ca) or in person, by appointment, at the City Clerk and Legal Affairs Department (451, Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire), during business hours, from Monday to Friday from 8:30 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m., with the exception of holidays.

CONDITIONS TO BE RECOGNIZED AS A QUALIFIED VOTER ENTITLED TO HAVE THEIR NAME TO BE INSCRIBED ON THE REFERENDUM LIST OF THE MUNICIPALITY:

7. Any person who is not disqualified from voting under section 524 of the Act respecting elections and referendums in municipalities and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:
  - Being a physical person domiciled in the municipality, be domiciled since at least six months in the Province of Quebec, being of full age and a Canadian citizen and not under curatorship.
8. Any sole owner of an immovable or sole occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:
  - Since at least 12 months, is the sole owner of an immovable or the sole occupant of a place of business in the City territory;
  - In the case of a physical person, be of full age, a Canadian citizen and not under curatorship.
9. Any undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on January 18, 2022:

- Since at least 12 months, is an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business in the City territory;
- Be designated, by means of a power of attorney signed by a majority of the co-owners or the co-occupants who are such since at least 12 months, as the person entitled to sign the register on their behalf and to be entered on the referendum list, whichever the case maybe. The power of attorney should have been produced or be produced during the signature of the register.

10. Supplementary condition for a legal person:

- To have designated by resolution, among its members, directors or employees, a person who, on January 18, 2022 and at the time of exercising that right, is of full age and a Canadian citizen, not under curatorship and not disqualified from voting under the law.

Given at Pointe-Claire, on this 26<sup>th</sup> day of January 2022.

Danielle Gutierrez, OMA  
Assistant City Clerk